

Les droits de l'Homme sont un château de cartes

Par Maximilien Jean

La chute du monde

Jamais ma conception du monde occidental n'aura été aussi bouleversée que lors de la nuit du 13 novembre 2007. Ayant jusqu'alors vécu dans l'une des entités du «monde libre», avec tout ce que cela pouvait impliquer (démocratie, droits de l'Homme, libertés de presse et d'opinion), les coups de matraque et le poivre de Cayenne que j'ai reçus ce soir-là m'ont doublement affectés. Tout en sentant mes os fléchir sous la rudesse, mes yeux implorer sous la douleur, je sentais en moi s'effondrer toutes les certitudes et les représentations que j'avais des systèmes québécois et canadien.

«Mon pays» - qui avait fait la guerre de 39-45 pour «préservé la démocratie et la liberté», qui avait signé la Déclaration universelle de 1945, qui avait su préserver un tant soit peu

«Toute personne a droit à la liberté de pensée [...] ainsi que la liberté de manifester [...] sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé...»

Article 18, Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU

d'égalité durant tant d'années - ce même pays venait de déchaîner sur mon école ses pires chiens de garde : ceux de la division spéciale anti-émeute. Et pourquoi? Parce que nous avons désiré un peu de reconnaissance. Parce que nous demandions, en ces temps où l'on paie moins de taxes et où les banques sont moins imposées, que l'on ne nous refile pas, en bout de ligne, la facture de ces «belles mesures économiques». Le gouvernement a fait fi des acquis de l'humanité, comme le doit à la grève et à la manifestation, au nom d'un dogme plus fort : celui qu'on nomme



communément néolibéralisme. Celui qui représente la colonisation de nos vies et de nos institutions par le privé. C'est pourquoi les étudiants et les étudiantes de ce CÉGEP ont décidé de rester «chez eux», dans leur école, profitant ainsi du temps qu'il leur reste avant que l'on ne privatise tout cela. C'est aussi pourquoi, suivant les ordres - comme au temps du FLQ et de Trudeau - les autorités du CÉGEP ont appelé le SPVM pour que leurs pions les plus sauvages sortent d'un établissement public les élèves qui se battent pour pouvoir y rester. On a beau blâmer les casseurs - car, bien sûr, la casse est déplorable - l'éviction ne s'est pas faite dans le calme et l'allégresse. C'est à coups de matraques que les gens sont sortis, alors qu'au dehors, pour les plus chanceux (ceux qui ne furent pas arrêtés) attendaient d'autres anti-émeutes, censés nous faire reculer avec leur poivre et le terrible laser de leurs énormes fusils à caoutchouc.

Certains diront que la répression était justifiée. Que le matraquage d'une femme enceinte, que l'utilisation, ce soir-là, d'un pistolet électrique Taser sur une personne en pleine

coopération, que la garde-à-vue, durant deux heures, sur le sol gelé, de deux cents personnes (dont la moitié a finalement été arrêtée), que l'acharnement de certains matraqueurs, que tout cela était excusé par la casse. À cela je répondrai que la casse était excusée par l'arrivée des policiers. À cela je répondrai que rien au monde ne justifie une violation des droits de l'Homme. Simple divergence d'opinion, direz-vous peut-être. Je répondrai que la plus grande institution internationale, l'Organisation des Nations Unies, en pense autrement.

«Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.»

Article 5, Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU



Suite en page 2

Les artisans du Bagou

Brigitte Aubertin
Gabriel Borduas
Roxanne Chaudier
Félix Duberger
Alice Ghiorghies
Maïssa Hebri

Jean-Philippe Hughes
Olivier Jacques
Jules Laurent-Allard
Nicolas Lavallée
Valérie Lespérance
Charles Lavoie

Les Artisans du B.I.G.

Maximilien Jean, Délégué à l'Information
Mathilde Létourneau, Responsable à l'Information

Merci aux collaborateurs et collaboratrices militantEs
ainsi qu'au Bureau Exécutif

Édition spéciale du 13 novembre 2008, en commémoration de l'occupation du Vieux-Montréal le 13 novembre 2007

Ce journal Édition Spéciale a été permis grâce à la collaboration du Bureau Exécutif - par l'entremise du B.I.G, le Bulletin d'Information Génial - et du journal Le Bagou. Comme il se trouve présenté dans un format Bagou, les textes qui s'y trouvent se plient aux mêmes règles. C'est pourquoi la féminisation des textes, entre autres, a été laissée à la discrétion de l'auteur-e

Merci de votre compréhension

Toutes les photos sont de Maximilien Jean



Suite de *Les droits de l'Homme...*

Il faut se renseigner

Si un événement malheureux comme celui du 13 novembre 2007 a eu lieu, il faut tenter d'en comprendre les fondements et l'ampleur. Si l'anti-émeute a été appelée à répondre à une occupation aux buts pacifiques (à la base), c'est causé par la réduction des libertés que tente de faire passer le gouvernement en place. Par la loi 142 adoptée en 2005 sous le gouvernement libéral, maintenant jointe à la loi C-43, de telles interventions peuvent être autorisées (et sont même fortement recommandées). En effet, la loi interdit premièrement au syndicat des professeurs «de déclarer une grève, de poursuivre une grève ou de participer à une action

concertée si cette grève ou action concertée implique une contravention par [le syndicat des professeurs à leur horaire d'enseignement].» (Loi 142, article 25) Plus près de nous, la loi interdit à quiconque d'empêcher les dits professeurs d'enseigner. En effet, l'occupation d'un CÉGEP et le piquetage sont interdits par les articles 28 et 29, qui stipulent que

« Commet une infraction quiconque aide ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amène une autre personne à commettre une infraction visée par la présente section. »

Article 42, projet de loi 142 du gouvernement à libéral de Jean Charest, 2005

«Nul ne peut par omission ou autrement, faire obstacle ou nuire de quelque manière à la reprise ou au maintien des services habituels d'un organisme du secteur public (lisez école) [...] et que

faire de cette loi un sujet national, pour, peut-être, un jour, réussir à se débarrasser de cette mesure totalitariste.



Leçon de désinformation

Par Olivier Jacques

Je peux presque affirmer que j'ai tant appris lors des trois jours de grève de novembre 2007 que lors de ma session d'automne. Pas parce que je n'ai rien appris au Cégep, mais plutôt parce que la grève et tous les événements qui l'entourèrent ont complètement changé ma vision du monde. J'ai réalisé que la justice demeure un concept très abstrait, que la police n'est pas aussi cool que dans les films, que les gens sont souvent stupides, bornés, mais influençables, que les médias reflètent les intérêts des gens riches et puissants et surtout, que la désinformation et la propagande existent ailleurs qu'en ex-URSS.

Le 15 novembre dernier, le Journal de Montréal résumait par des inepties aussi simplistes qu'à l'habitude les événements de l'occupation de la nuit du 13 novembre : «Party ou manif ? Pot, alcool et grabuge». C'était ça la vision de l'occupation du Cégep du Vieux Montréal que le «no1 des quotidiens français d'Amérique» projetait à plus d'un million d'exemplaires à travers la province. L'insignifiant journaliste Jean-Philippe Pineault s'était introduit au Cégep le soir du 13 novembre. Se faisant passer pour un étudiant, il rapporta avec beaucoup de compréhension, de brio et de doigté les événements de la soirée : «Bière coulant à flots, joints de cannabis en abondance, vandalisme gratuit. Le siège au Cégep du Vieux Montréal a caché un véritable party... » Comme si le fait que certains boivent et fument enlèvent de la crédibilité et de la pertinence à nos revendications.

À lire cet ignare, on croirait que le but principal des étudiants était de faire le party, de briser des choses et de fumer des joints. On croirait que la soirée se résumait à ça. Rien sur le bras de fer entre l'administration et les étudiants, rien sur les hausses de frais de scolarité ou sur la brutalité policière qui marqua tant les grévistes. Ah oui, c'est vrai : «même pendant l'intervention policière, certains jeunes continuaient à boire sans se faire de soucis.» C'est drôle, j'y étais moi aussi et je ne me souviens que de ceux qui courraient pour éviter les coups des policiers. Ce n'est qu'à la toute fin de son article qu'on apprend les raisons qui poussèrent les étudiants à faire la grève et à organiser un bed-in. Raisons qu'il invalide préalablement en citant la très libérale Michèle Courchesne qui

nous rappelle que : «le gel des frais de scolarité a été trop long. Il faut être réaliste, tous doivent participer.» TVA et les éditorialistes néolibéraux de La Presse me disent que je revendique pour rien parce que les frais de scolarité demeurent beaucoup plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada. Pourquoi personne ne s'insurge contre cet «argument béton» ? Pourquoi n'y a-t-il aucun véritable débat sur la pertinence d'une éducation supérieure gratuite ou simplement accessible pour tous ? Pourquoi personne ne suggère que le grabuge, les barricades et la destruction n'auraient pas eu lieu si on nous avait laissé dormir pacifiquement au Cégep ? J'oubliais... Le Québec souffre de convergence. Difficile de montrer une opinion alternative quand la très vaste majorité des médias appartient à deux empires.

Durant les jours qui suivirent les médias invitèrent quantité de représentants de la police qui expliquèrent au grand public que leurs pauvres confrères se faisaient lancer des objets par les méchants étudiants pendant qu'ils tentaient simplement de rétablir la loi et l'ordre avec tact et délicatesse. Vite ! Cachons les images incriminantes qui montrent une meute d'anti-émeute matraquant un jeune ou celles où nous sommes ligotés tels d'infâmes prisonniers. Montrons seulement les images de la police où les étudiants ont l'air méchant et dangereux. Ne laissons surtout pas les manifestants s'exprimer, ils menacent la loi, l'ordre et la dictature de la pensée dominante.

Après avoir rappelé pour une énième fois que les étudiants avaient détruit beaucoup de matériel du Cégep, un journaliste demande à Simon Robert, ex-responsable à l'information de l'AGECVM, s'il cautionne tout ce grabuge. Il répond non, mais le grabuge aurait été moindre sans l'intervention de la police et il fut provoqué en grande partie par des éléments radicaux ne provenant même pas du Cégep. Sauf qu'au montage, la réponse de Simon fut coupée. On l'entend seulement dire «non, mais...» et on revient à la savante analyse des policiers et de Jean-Luc Mongrain.

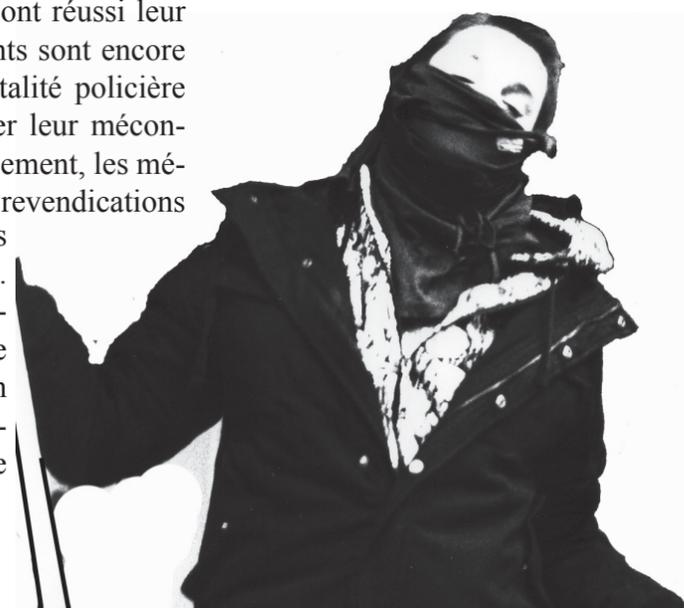
Heureusement, il reste le Devoir, à un bon journal indépendant et



progressiste Ils vont leur expliquer qu'on fait autre chose que fumer des joints et se barricader. Mais non ! Denise Bombardier s'insurge contre les étudiants ; ils ne sont que des bébés gâtés qui chiâlent la bouche pleine, qui brisent leur propre école et qui troublent stupidement l'ordre public en manifestant pour rien. Merci Denise, j'ai toujours aimé lire ce que tu as à dire.

Le problème dans tout ça, c'est que le public est bombardé d'insipidités par les médias et finit par y croire et par penser, lui aussi, que les étudiants ne sont que des braillards. La désinformation et la police ont réussi leur coup. Plusieurs militants sont encore traumatisés par la brutalité policière et hésitent à manifester leur mécontentement. Malheureusement, les médias ont discrédité les revendications étudiantes même auprès des autres étudiants. Combien de jeunes absents le 13 novembre sont revenus Cégep en furie contre le mouvement étudiant à cause des analyses partiales

des médias. Un immense travail de d'information s'impose pour regagner l'opinion publique qui pourtant, s'était montrée favorable aux manifestations étudiantes de 2005. Espérons que cette journée de commémoration du 13 novembre 2007 permettra à la majorité des étudiants du Cégep du Vieux Montréal d'éclaircir les événements de l'année dernière et de se rappeler que la lutte contre le néolibéralisme, contre la marchandisation de l'éducation et contre la désinformation n'est pas terminée.



Amalgame ou La nuit où plus de trois cents étudiants anonymes sont devenus des monstres

Par Mathilde Létourneau

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, alors que les Québécois-e-s dormaient, les médias couchaient avec le SPVM. Au matin, un bébé est né. Et sa naissance a été remarquée par n'importe lequel des citoyens moins à l'affût de l'actualité, sans pour autant être informés. (Avec les médias qu'on a... qui l'est vraiment?) Du Journal de Montréal (le tristement célèbre «Pot, alcool, grabuge») à TQS, en passant par tout Québecor, Power Corporation, Radio-Canada et Le Devoir, le quatrième pouvoir usait de son influence directe sur l'opinion des gens pour discréditer le mouvement étudiant et ses militants, atteignant parfois la population étudiante en entier, et soutenant ainsi que le SPVM

et ses chiens enragés de l'anti-émeute détenaient la vérité infuse.

Carte blanche à la division la plus violente de la police, l'anti-émeute. C'est le propos de l'entente signée par le SPVM et l'administration, avant même la fin de ses négociations avec le Bureau exécutif de l'asso. Avant même que le bordel commence (les militants étaient alors réunis dans l'Agora pour la tenue du conseil de grève). Sachant cela, sachant le nombre de grévistes présents (de 300 à 500), sachant que des indésirables infiltraient la grève, notamment des agents perturbateurs de la police, il est difficile de concevoir une autre tournure à cette soirée. Loin de nous l'idée de passer pour des victimes :

nous voulons simplement rétablir les faits.

À 21h15, Garda fermait l'établissement, soit presque deux heures avant la fin des activités « normales » du Cégep. C'est à ce moment que le branle-bas de combat est commencé. Ce qui devait être un bed-in pacifique est vite devenu une occupation relativement agressive. Des étudiants ordinaires sont vite devenus des « contrevenants », et sont littéralement montés aux barricades. À partir de ce moment, la soirée était hors de contrôle. Nous pouvons affirmer sans doute que le certain « grabuge » qui a eu lieu n'était pas orchestré par les membres de l'AGECVM, et, fort probablement, d'aucun autre syndicat étudiant. L'anti-émeute, quant à elle, a ses (nombreux) torts : preuves, photos et blessures à l'appui. Sans aucune

discrimination positive, les militants ont été brutalisés et blessés, aspergés de poivre de cayenne et de gaz lacrymogènes. L'usage de fusils à balles de caoutchouc - et du sinistre taser sur un étudiant - a aussi été remarqué.

Pour ce qui est des arrêtés (100 à 105, selon les sources), après avoir été pris en souricière, ils ont été amenés un à un dans l'Agora et les bureaux du Cégep, transformés en prison pour la nuit, pour y être séquestrés pendant des heures. Certains militants ont carrément été assaillis par quatre ou cinq anti-émeutes, et tout ce qu'on savait, c'est que celui qui était en train de se faire battre poussait des cris inhumains, parce que les autres flics formaient un mur devant les militants entassés sur la terrasse, les empêchant de photographier cette violence injustifiée ou simplement d'assister à cette scène.



Curiosité anticipée

Par Dorothee Charest-Belzile

Curiosité. Innocence. Rêve(s). Vous. Nous. Des mots que la fin du mois de novembre a fait résonner à mes oreilles, en écho aux ouï-dire, à mes dires, à ce qu'ils en ont pensé et à ce que j'en pensais alors. J'ai été une gamine. J'ai cru avant de comprendre. J'ai réfléchi (un peu, quand même) avant de cerner les questions auxquelles je me devais de répondre (à moi-même). Jusqu'où peut mener la curiosité? Et le désir de reproduire le passé? L'explosion est-elle prévisible? (Oui.) Est-il question de lutte ou de mauvais endroit au mauvais moment? J'ai cru avant de comprendre. J'ai réfléchi, j'ai compris et je crois. Je crois sincèrement à la force du nombre, mais surtout à l'union, à l'unité. La quête de sens est un processus plus que normal : «pourquoi agir ainsi?» précède pour plusieurs systématiquement l'action, voire la réflexion quant à une éventuelle action ou opinion. Et pourtant, entremêlée par la curiosité, l'innocence et le rêve, il y a un an, j'ai oublié cette règle élémentaire. Laisser place à l'émotion en oubliant le pourquoi et même le comment... Plus de 300 personnes rassemblées, n'ayant certes

pas tous le même background ni les mêmes idéaux, mais rassemblés tout de même : ça peut sembler joli, mais encore faut-il que ces personnes aient autre chose en commun que le fait d'être au même endroit au même moment. Non? On a brûlé quelque chose. Au sens littéral comme au figuré. Savait-on d'où l'on venait, en tant que mouvement, et où nous allions, aussi en tant qu'individus? Des images se chamboulent dans ma tête, tant du réel que de la représentation du réel par un certain quatrième pouvoir. J'ai mes souvenirs pour me rappeler le pourquoi de ma présence. Alors, je me souviens qu'un nous, c'est avant tout une gang de tu. Peut-on aujourd'hui se promettre que du passé, il faut s'en inspirer et c'est tout? Si tout est politique, alors, oui, je l'avoue, mon texte contient une certaine saveur de cet aspect qui, de toute façon, est présent dans tout. Et si la confiance tient lieu d'opinion, alors oui, je l'admets, je me dévoile par mes écrits. Sans ignorer le passé, sans conjuguer qu'au futur... Il n'y a donc aucun temps de verbe dans : «une accessibilité réelle aux études : oui!»



Le jour d'après

Par Laurent Lévesque

Il est important de se souvenir du 13 novembre 2007. Cela a déjà été suffisamment dit. J'ajouterais qu'il est important de s'en souvenir pour ce qu'il a vraiment été. Pour ce qui s'est passé après, aussi, surtout. Car il y a beaucoup à apprendre de ce qui a été, disons-le franchement, un échec cuisant.

La première dimension de cet échec est sur le plan physique. La défaite tactique est évidente, car les quelques centaines d'étudiant-e-s réunies ce soir-là pour occuper pacifiquement le cégep n'ont pas réussi à en garder le contrôle lorsque la police intervint. Ceci est compréhensible considérant les grandes différences à la fois en équipement et en expérience entre chacun des deux camps. Bien qu'une victoire étudiante aurait été possible, et a déjà eu lieu par le passé dans des circonstances semblables, il ne faut pas trop être surpris de la tournure des événements car quand la police s'y met, elle n'y va pas avec le dos de la matraque!

La suite des choses est par contre un peu plus surprenante. À croire que le mardi soir, après avoir été secouées un peu, peut-être avoir reçu quelques décharges de poivre et/ou coups de bâton, ou avoir été arrêtées, la majorité des personnes présentes avait eu sa dose de révolte active. Pour la semaine. Et, à en croire l'ambiance actuelle à l'association étudiante, pour au moins une année! On comprend qu'après cette soirée, le moral n'ait pas été assez élevé pour s'opposer directement à la police à nouveau. Mais cela va beaucoup plus loin car c'est toute volonté de lutte qui semble avoir disparu. Le passage d'un moment qu'on pourrait qualifier de révolutionnaire par sa portée à une attitude de contestation «socialement acceptable» fut observable lorsque, après avoir enfin réussi à s'introduire dans le cégep vendredi, les grévistes restant-e-s passèrent le reste de la journée à se divertir et à se réconcilier avec la direction – celle-là même ayant réclamé l'intervention musclée de la police – plutôt qu'à, ce qui aurait été le minimum, commencer à penser à la suite des choses, c'est-à-dire à dénoncer les gestes de la direction et à poursuivre la lutte, car on se souvient que pendant tout ce temps, les frais de scolarité grimpaient... Devant ce changement d'attitude, doit-on être surpris que la dénonciation du «Mardi

de la Matraque», par la suite, ait été faite un peu pour la forme, sans motivation et sans volonté de gagner? Attention, comprenez-moi bien. Après trois jours à se les geler dehors, le premier but de reconquérir le cégep était bel et bien de se mettre au chaud. Mais lorsqu'un quelconque film de combat projeté à l'Exode devient prioritaire sur une assemblée de grève, on voit que la ferveur militante du mardi soir a complètement disparu. Et dans les mois qui suivirent, c'est « plaisir » et « vie sociale » qui devinrent les mots d'ordre à l'asso, plutôt que « dénonciation » et « organisation collective. » On peut d'ailleurs le voir dans plusieurs textes du Bagou de mars 2008 - « Brutalité policière ou les conséquences d'une provocation étudiante », titrait l'un d'eux. Devant



l'échec de ce soir-là, plusieurs allèrent jusqu'à remettre en question la légitimité de nos choix ou de nos actions. Ceci s'explique peut-être également par l'extrêmement mauvaise presse donnée par les grands médias qui ne reculèrent devant rien pour discréditer nos gestes, réussissant sans doute par le fait même à semer le doute même dans la tête de ceux et celles qui étaient présent-e-s et assistèrent à la vraie histoire! De plus, on observa à partir du 14 novembre et pour le reste de l'année scolaire une baisse constante de participation au comité de mobilisation – le comité qui organise et structure les énergies militantes du cégep. Oui, l'AGECVM, à la suite du reste du mouvement étudiant, avait bel et bien perdu ses griffes.

Et c'est là que se situe la plus grande victoire de la police, ou disons plutôt

en général des forces répressives. Bâillonner les expressions radicales du mouvement étudiant sert au moins trois acteurs directs de cette histoire: la direction, l'État et le corps policier. La première souhaite un établissement calme, attirant, bref, compétitif. Le second n'aime pas trop qu'on remette en question ses lois, encore moins son autorité. Le troisième, bien qu'il soit surtout le bras (armé) des deux autres, semblait à l'entendre parler plus qu'heureux de taper de l'étudiant-e, démontrant par le fait même son monopole de la violence et sa force de contrôle qui doit rester incontestée. N'oublions pas que le rôle social de la police est avant tout de faire régner l'Ordre et Paix – donc quiconque perturbe la paix sociale, peu importe la légitimité de sa cause, s'expose à sa foudre.

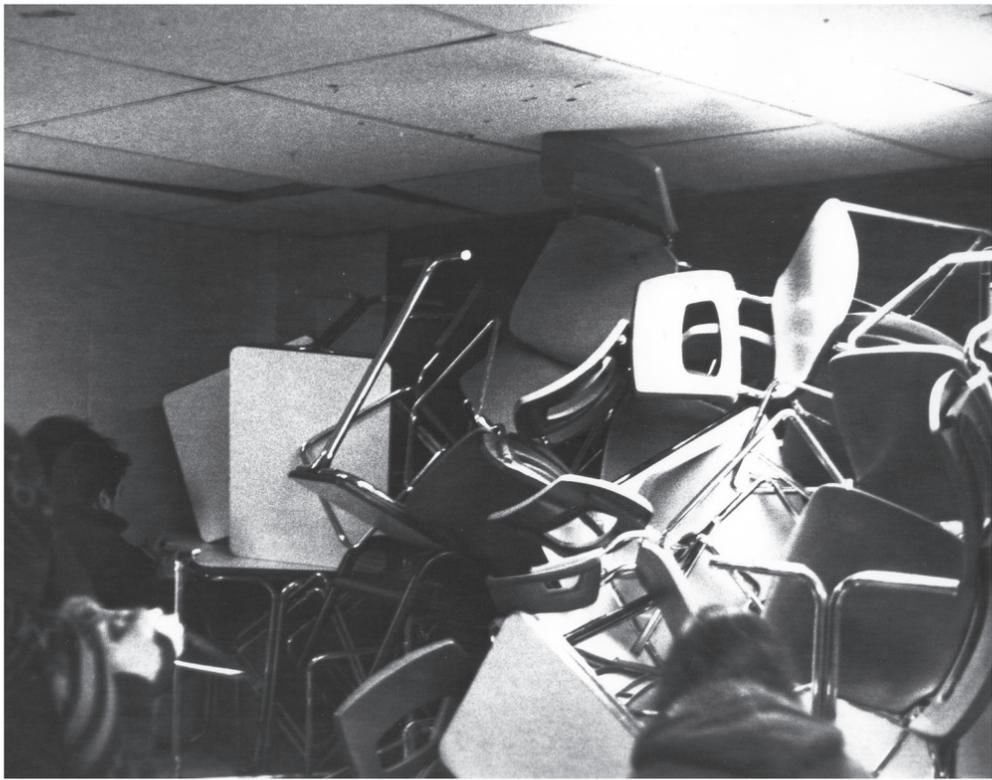
C'est ce rôle social, qui surpasse

toutes les lois, qui explique à la fois la violence extrême employée, l'état de non-droit ressenti lors de cette soirée fatidique et les événements subséquents imputables à la police. D'abord, beaucoup ont constaté que lorsque l'anti-émeute est intervenue, le code d'éthique policière ne semblait plus tenir. Refus de donner son matricule, utilisation d'agent(s) provocateur(s), arrestations massives, tabassage de participant-e-s coopérant-e-s, intimidation: tout était permis. Mais c'est surtout la récolte d'information qui suivit qui a de quoi dresser les poils. De nombreuses personnes ont reporté s'être fait voler leurs cartes de mémoire contenant des photos de la soirée (la police étant allée jusqu'à pénétrer un domicile dans ce seul but, sans mandat), le portable d'un militant disparu, et tous les ordinateurs de l'asso, incluant celui de

l'Exode, qui furent visités au cours de la nuit, vraisemblablement pour en copier les disques durs. D'ailleurs, cette activité nocturne endommagea irrémédiablement l'ordinateur du Bagou. Leur stratégie est claire: tout est bon pour contrôler les éléments potentiellement dangereux (dans ce cas, il s'agit d'un synonyme de « radicaux », voire juste « militants ») de la population. Mais il ne faut pas s'en surprendre. Depuis l'époque romaine, ou encore les écrits de Machiavel, le maintien de la stabilité étatique se situa comme principe supérieur aux lois établies. Ce que la police fit illégalement cette nuit-là, elle aurait pu le faire impunément sous la loi des mesures de guerre – loi utilisée à maintes reprises dans l'histoire contre un soulèvement populaire, comme en octobre 70, ou en 1992 lors des émeutes de Los Angeles.

Lors de la nuit du 13 novembre 2007, c'est la police qui, au nom de l'État et de l'administration du cégep, gagna la bataille contre le mouvement étudiant. Cette victoire est plus grande qu'on pourrait le croire; elle s'est avérée plus que physique. Effectivement, il n'y eut pas que le contrôle du cégep qui fut enlevé aux grévistes, mais aussi leur motivation et leur croyance en la pertinence de la lutte.

À chacun-e de tirer ses propres leçons de ces faits. Mais je tiens à exprimer une dernière considération: lorsque surviendra le prochain moment de passer à l'action (n'oubliez pas que vous pouvez avoir un rôle à jouer dans l'avènement de ce moment!), occuper un établissement scolaire est l'un des gestes les plus puissants que puissent poser des étudiant-e-s en lutte (ça et bloquer un pont...). Même si on prend pour référence les mouvements sociaux du passé prônant la non-violence, il s'agit d'un geste parfaitement légitime, utilisé par le passé par de nombreuses luttes étudiantes telles celles de mai 68 ou celles contre la guerre du Vietnam. Et quand l'État déploie toute sa violence répressive pour nous mater, user de violence pour se défendre (sans tuer personne, quand même) est également légitime. Mais avant tout, le plus important est de se rappeler que la contestation ne cesse pas lorsque la police se pointe ou lorsqu'on sort du poste le lendemain matin. Changer les choses, c'est un travail de longue haleine, et nous aurons toujours des bâtons dans les roues.



Pot, alcool, grabuge, mais l'asso dans tout ça?

Par Virginie Couture-Boucher et Héloïse Lanouette

Portrait rapide de la journée du 13 novembre selon les militants de l'AGECVM de la session d'automne 2007

« Kumbaya, kumbaya les militantEs! » Lors de cette fatidique journée du 13 novembre, les militantEs étaient arrivés très tôt, lourdement armés de sacs de couchage, d'oreillers, de guitares et de grignotines de tous genres pour leur soirée au CÉGEP. Un dernier tractage de masse pour mobiliser les étudiantEs pour la nuit a été fait tout au long de la journée. La nervosité se faisait sentir. Cette nervosité, ou fébrilité, (pour certains) n'était pas due au manque de sommeil

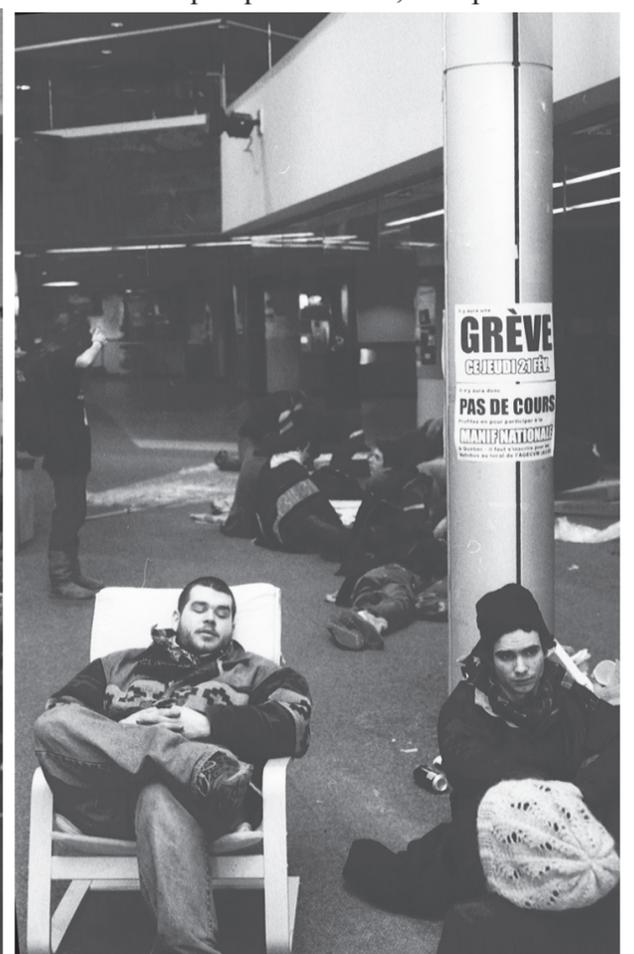
des étudiantEs, mais plutôt aux négociations houleuses avec l'administration. En effet, deux étudiants, depuis une semaine, se donnaient corps et âme pour faire accepter le bed-in de façon légale. ToutEs les militantEs se tenaient ardemment au courant des développements des négociations, car la moindre information ou percée était d'une importance cruciale.

Plus la journée avançait, plus les militantEs étaient confiantEs et s'armaient de courage voyant le nombre important de personnes motivées à participer aux diverses activités prévues tout au long des trois jours de grève. À 11h, après une brève rencontre avec

le Service aux étudiants, une ouverture dans les négociations de cette ô combien charmante instance semblait chose irréalisable. S'ensuivirent deux autres rencontres où les syndicats du CÉGEP du Vieux Montréal demandèrent à l'administration de nous permettre de tenir notre bed-in, mais notre cher Stéphane Godbout, directeur du Service aux étudiants, était fermé à toute discussion rationnelle. C'est à 16h30 que nos représentantEs arrivèrent avec une rude nouvelle. Les forces de l'ordre étaient claires: à 23h, les étudiantEs seraient sortis par la force, qu'ils soient passifVES (comme le cercle de «peaceful» qui chantait Kumbaya dans le hall) ou actifVES (comme les gens masqués, bouteilles de bière remplies de peinture à la main). Le vent de panique soufflait. Ne sachant plus vraiment

ce que nous pouvions faire de plus, la solution fut d'espérer que le nombre important de militantEs fasse reculer l'administration.

C'est à partir de ce moment que les militants de l'asso ne furent plus chefs des opérations, le tout ayant été joué. Nous restions nerveux, tournant en rond dans l'asso en espérant la venue d'une grande masse de personnes, et chaque nouveau militant était comme un petit espoir de faire changer d'avis l'administration. Après l'Assemblée des grévistes, l'administration coupa tout contact avec les exécutants. Ainsi, dans une marée de plus de 300 nouveaux ou trop anciens grévistes, les exécutants et militants de l'AGECVM se retrouvèrent laissés à eux-mêmes et mangèrent une sacrée claque qui était tout, sauf prévue.



CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS TELLE QU'ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AGECVM DU 28 NOVEMBRE 2007

Mercredi 17 octobre 2007

L'Assemblée Générale adoptait à l'unanimité « Que l'AGECVM mandate le Bureau exécutif pour négocier la tenue d'un bed-in large les nuits des 13, 14 et 15 novembre 2007 pour accueillir les gens voulant participer aux actions organisées dans le cadre de la grève de 3 jours ».

Suite à cela, le Bureau exécutif prend rendez-vous avec l'Administration du Cégep du Vieux Montréal dans le but de tenter de négocier une entente comme ce fut le cas lors des grèves précédentes.

Jeudi 8 novembre 2007

10h00 : Des membres de l'exécutif de l'AGECVM rencontrent la haute direction : Jacques Roussil (Directeur général), Mylène Boisclair (Directrice aux communications et Affaires corporatives) et Stéphane Godbout (Directeur des services aux étudiants). Cette rencontre avait pour but de discuter des 3 jours de grève. Quand le sujet du bed-in a été abordé, l'Administration a refusé d'autoriser la tenue du bed-in et a reporté la discussion à la semaine suivante, car le résultat du vote de grève n'était pas encore connu.

Vendredi 09 novembre 2007

Les résultats du vote de grève sont dévoilés :

3617 étudiant-e-s ont voté :

Pour : 63,42 %
Contre : 35,50 %,
Abstention-Annulé : 01,08 %

Lundi le 12 novembre 2007

Les exécutant-e-s de l'Association étudiante prennent quand même un rendez-vous le lundi 12 novembre au matin dans le but d'aboutir à une entente, ce que l'Administration du Cégep du Vieux Montréal refuse pour les raisons suivantes :

- la loi 43;
- le service des pompiers en désaccord;
- les mauvaises expériences du passé.

En plus, l'administration déclare qu'elle fera appel au service de l'anti-émeute si des étudiant-e-s sont toujours présent-e-s au CÉGEP après

23h00 le mardi 13 novembre 2007.

Mardi 13 novembre 2007

08h30 : Il y a une rencontre avec le SAE (Service aux étudiants) dont le Directeur est Stéphane Godbout. Celui-ci affirme qu'il n'y aura pas de négociation et que la tenue du bed-in est irréalisable. Nous réaffirmons notre position et exposons nos craintes quant à l'intervention policière possible s'il n'y a pas d'entente concernant le bed-in.

09h30 : Il y a une rencontre intersyndicale. Sont présent-e-s des représentant-e-s de l'AGECVM, du Syndicat des professeur-e-s, du Syndicat des employé-e-s de soutien, du Syndicat des professionnel-e-s et du Syndicat des interprètes. Nous leur communiquons nos revendications. Ceux-ci se positionnent en accord avec la tenue d'un bed-in.

11h00 : Il y a une rencontre entre les syndicats et l'Administration. À l'unanimité, les syndicats invitent l'administration à permettre aux étudiant-e-s de faire leur bed-in en signant une entente pour que tout se déroule dans l'ordre. L'administration fait fi de leurs demandes.

16h00 : Il y a une rencontre entre deux représentants de l'AGECVM et les forces de l'ordre. Les policiers affirment qu'à 23h00 ils évacueront le cégep et qu'ils sortiront les étudiant-e-s par la force, qu'ils-elles soient passifs-ves ou actifs-ves.

20h30 : C'est le début de l'Assemblée des grévistes qui a pour fonction de prendre, de manière collective, les décisions concernant le déroulement de la grève. Près de 300 personnes sont présentes.

21h00 : Trois policiers entrent au cégep accompagnés du responsable à la sécurité au CVM, M. Jean-Guy Tremblay. À ce moment, l'Assemblée de grève n'a pas encore pris de décision concernant l'occupation ou non du cégep.

21h30 : Les grévistes prennent la dé-

cision de rester dans l'établissement et de résister à la venue de la police. Il est décidé de faire des barricades à l'avant du cégep sans utiliser le matériel de l'Exode, ni les photocopieurs, ou les projecteurs et l'équipement électronique dans les locaux. Le conseil de grève prend donc fin et les barricades commencent aussitôt à être montées.

22h00 : Un étudiant a fait la tournée des agents de sécurité afin de leur demander de quitter le collège pour leur sécurité suite à la décision de l'Assemblée des grévistes d'occuper le cégep. Devant leur refus, il leur demande de signer une lettre de consentement prouvant qu'ils restent de leur propre gré, ce qui est également refusé. À la même heure, des étudiant-e-s affirment avoir vu des policiers circulant au 6e étage. De plus, les gardes de sécurité commencent à prendre des photographies et des vidéos des étudiant-e-s présent-e-s.

À compter de ce moment, les exécutant-e-s de l'AGECVM tentent de communiquer avec le responsable à la sécurité au CVM, Jean-Guy Tremblay. Malheureusement, celui-ci refuse de parler à quiconque exception faite de François Pinet-Forcier, Responsable général de l'AGECVM. Les autres intervenant-es du Cégep du Vieux Montréal qui communiquent généralement avec l'AGECVM, tel Stéphane Godbout, coupent totalement les liens avec les membres du Bureau exécutif et les autres étudiant-e-s.

22h30 : La police anti-émeute est déjà sur place. Certain-e-s étudiant-e-s se font agresser par celle-ci au 6e étage alors que le cégep est encore ouvert. À ce moment, des étudiant-e-s n'ayant aucun lien avec l'action d'occupation sont encore présent-e-s dans l'Exode à la soirée de financement du programme de photographie et dans les gymnases et quittent le collège.

00h00 : Jean-Guy Tremblay annonce officiellement l'avis d'éviction en s'adressant à un seul exécutant.

01h30 : La police anti-émeute entre

à l'intérieur du cégep par une porte oubliée et blesse un grand nombre d'étudiants et d'étudiantes en usant d'une force démesurée sur des gens paniqués. Les grévistes tentent de s'enfuir le plus vite possible pour éviter les coups, mais le CÉGEP est encerclé. Un bon nombre d'entre eux et elles sont pris en souricière.

02h15 : Après que les grévistes encerclé-e-s se soient regroupé-e-s, majoritairement assis, en criant des slogans, les policiers procèdent à leur arrestation. Une centaine de personnes se font arrêter. De plus, environ 80 autres étudiant-e-s sont encerclé-e-s à l'extérieur, sur la rue Sanguinet. L'affrontement entre ce groupe et la police durera encore plus d'une heure. Plusieurs personnes sont sans manteaux et blessées, mais ne recevront aucune aide médicale.

02h30 : Les étudiant-e-s de la manifestation d'appui sur la rue Ontario sont chargé-e-s à plusieurs reprises par une ligne d'anti-émeute particulièrement agressive. Plusieurs étudiant-e-s sont blessé-e-s et nécessitent des soins.

03h30 : Les policiers procèdent à la répartition des arrêté-e-s à Montréal et à Longueuil, tous et toutes muni-e-s d'accusation de voie de fait, méfaits et agression à main armée. Les 80 personnes assises sur Sanguinet se font libérer quatre par quatre, sans accusation.

De 4h00 à 5h00 : La police laisse sortir les étudiant-e-s arrêté-e-s jusqu'alors maintenu-e-s dans l'Agora du CVM.

Au moment de l'intervention de l'anti-émeute, huit étudiant-e-s s'étaient caché-e-s dans le local de la radio étudiante. Au petit matin on les découvre et ils et elles se font arrêter.

Il est à mentionner qu'à plusieurs reprises, Jean-Guy Tremblay a proféré des menaces envers des étudiant-e-s et a en tout temps refusé de négocier avec les représentant-e-s de l'AGECVM.

